

tout d'abord invoqué à l'appui de notre thèse le centre d'étude des institutions démocratiques des États-Unis, financé par le Trésor des États-Unis, et j'ai indiqué que nos voisins avaient abouti à la conclusion que la complexité et l'interdépendance de l'État industriel et scientifique exigeaient une planification nationale.

Deuxièmement, en réponse à l'interprétation erronée de nos honorables vis-à-vis qui semblent particulièrement apprécier les citations d'encycliques, permettez-moi de lire un extrait de la déclaration officielle qui figure dans *Mater et Magistra* relativement au rôle des gouvernements dans la société industrielle moderne. Voici cet extrait:

Il est vrai que de nos jours le développement des sciences et des techniques de production offre aux pouvoirs publics de plus amples possibilités de réduire les déséquilibres entre les divers secteurs de production, entre les différentes zones à l'intérieur des communautés politiques, entre les divers pays sur le plan mondial. Il permet aussi de limiter les oscillations dans les alternances de la conjoncture économique, de faire front aux phénomènes de chômage massif, avec la perspective de résultats positifs. En conséquence, les pouvoirs publics, responsables du bien commun, ne peuvent manquer de se sentir engagés à exercer dans le domaine économique une action aux formes multiples, plus vaste, plus profonde, plus organique, à s'adapter aussi, dans ce but, aux structures, aux compétences, aux moyens, aux méthodes.

Et pour finir, monsieur le président, pour appuyer la position du Nouveau parti démocratique, je citerai la formule de Lincoln d'après laquelle la fonction du gouvernement est d'accomplir pour le peuple ce qu'il faut accomplir, que le peuple ne pourrait accomplir lui-même ou ne pourrait accomplir si bien.

Non, monsieur le président, le socialisme n'est pas en cause et, s'il l'est, c'est à tort. Ses tenants peuvent cacher leur jeu au moyen d'une appellation mensongère parce qu'en toute objectivité, ils ne peuvent critiquer ce que nous proposons. Nous ne demandons pas, comme le ferait un groupe socialiste, la nationalisation des moyens de production. Nous ne voulons pas que l'individu dépende de l'État-providence. Nous ne voulons pas l'abolition du régime de la propriété privée. Nous préconisons la réglementation de la société pour que l'individu puisse se développer pleinement, pour qu'il puisse tirer entièrement parti de ses talents et contribuer à l'essor de la société.

Le véritable enjeu de cette lutte, c'est l'attitude que nous adoptons à l'égard des changements. Allons-nous nous efforcer de trouver de nouvelles méthodes et de nouvelles techniques pour faire face à la nouvelle situation qui résultera de la société ou de l'État industriel et scientifique des temps modernes, ou allons-nous invoquer la tradition pour

[M. MacInnis.]

nous accrocher obstinément à de vieux concepts désuets? Voilà le point important. Dans notre société moderne, ce ne sont pas les ressources qui manquent. Il n'y a plus de pauvreté abjecte en Amérique du Nord. Le problème de l'heure, ce n'est plus la production. Les ressources abondent et la société vit dans l'aisance. Le problème auquel nous sommes en butte aujourd'hui c'est celui de la distribution; il nous faut être à la hauteur des progrès rapides de la science qui font évoluer la société.

Mais, monsieur le président, nous reconnaissons qu'il est difficile de s'adapter aux changements. Selon notre groupe, l'être humain a tendance à se cramponner aux coutumes. On craint le nouveau. Heureusement pour nous, cependant, nous ne sommes pas obligés de faire des expériences de ce côté, car nous les avons faites. La saine démocratie des pays de l'Europe occidentale prouve que par la planification économique les citoyens peuvent avoir un niveau de vie convenable tout en gardant leur sens de la dignité et leurs libertés.

Il est difficile de changer ses habitudes; mais si nous avons l'air d'être opposés aux transformations alors que nos adversaires les préconisent, nous partons avec un irrémédiable handicap dans la lutte que nous engageons pour gagner les esprits et les cœurs des gens. Nous devons être prêts à modifier nos méthodes pour deux raisons. Sur le plan international, les nations non engagées et en voie d'expansion ont besoin de notre aide financière. Elles nous observent en s'enquerrant de nos méthodes et de nos techniques afin de voir si la démocratie leur fournit la réponse qu'elles cherchent, et la possibilité de choix s'exerce seulement entre la démocratie d'un côté et le communisme de l'autre. Je déclare que les pays démocratiques d'Europe occidentale, justement parce qu'ils ont adopté un système de planification économique et démocratique, prouvent que la doctrine communiste n'a pas raison d'exister. Un régime communiste ne saurait s'implanter dans ces pays. En deuxième lieu, monsieur le président, et cela nous touche directement, nous nous rapprochons de plus en plus, au Canada, d'un genre d'économie où il n'y aura tout simplement pas assez d'emplois ordinaires pour tout le monde. Si nous ne sommes pas prêts à nous attaquer à ce problème, il en résultera une crise sociale et politique.

D'une façon générale, la planification est aujourd'hui acceptée au Canada même par certains éléments de la Chambre de commerce, et j'ose dire que le Nouveau parti démocratique est dans une large mesure celui qui a légitimé ce mot et cette idée. Il y a cependant certaines différences entre les idées